



RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES ET SA REPONSE

SYNDICAT DES EAUX BAROUSSE COMMINGES SAVE (Haute-Garonne)

Exercices 2016 et suivants

SYNTHÈSE

La chambre régionale des comptes Occitanie a procédé à l'examen des comptes et de la gestion du syndicat des eaux Barousse Comminges Save (SEBCS) pour les exercices 2016 et suivants.

Un syndicat qui couvre les besoins de plusieurs départements en eau potable et en assainissement : des ressources en eau abondantes mais fragiles à moyen terme

Le syndicat des eaux Barousse Comminges Save (SEBCS) exerce les compétences de l'eau potable et de l'assainissement pour le compte de 247 communes, sur un territoire situé sur les départements de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées et du Gers. Fin 2021, il emploie 69 agents, tous de droit public. Il gère un réseau d'eau potable très étendu de 4 273 km, représentant un linéaire moyen par abonné supérieur à la moyenne nationale, et un réseau d'assainissement de 230 km.

La faible densité de sa population et l'exigence d'alimentation de la totalité de la population rendent particulièrement coûteux l'entretien ainsi que le renouvellement des réseaux et constituent, de ce fait, un enjeu de gestion majeur.

Le territoire syndical bénéficie d'une ressource en eau très abondante et de qualité due à la présence en amont de massifs montagneux. En revanche, à partir de sa confluence avec la Neste, la Garonne est jugée déficitaire. À l'horizon de 2050, les conséquences du changement climatique devraient se répercuter sur la disponibilité de la ressource en eau, notamment dans les plaines alluviales.

Des réseaux d'eau et d'assainissement dont les performances se sont améliorées ; une stratégie de réduction des consommations d'eau à définir

Si l'eau produite par le syndicat est de bonne qualité, le taux de renouvellement des réseaux d'eau potable doit encore être amélioré et être associé aux actions de réduction des fuites qui sont, d'ores et déjà, envisagées.

Cette démarche s'avère d'autant plus nécessaire que la consommation d'eau, par abonné, et par conséquent les volumes facturés, sont en augmentation et figurent parmi les plus élevés en France. Jusqu'à une date récente, l'application d'une grille tarifaire dégressive participait de cette situation critique. Le syndicat envisage désormais d'y mettre un terme et de se doter d'une démarche plus affirmée visant à limiter la consommation d'eau potable et à préserver cette ressource face aux dangers du changement climatique.

Par ailleurs, au regard des indicateurs de l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement, les performances globales du réseau d'assainissement sont correctes.

Les efforts engagés par le syndicat pour améliorer la connaissance patrimoniale de ses réseaux ont commencé à porter leurs fruits, même s'ils doivent être poursuivis. Il s'agit là d'une condition première pour mettre en place un plan de renouvellement des réseaux adapté. Sur ce

dernier point, les actions envisagées doivent être mises en œuvre. La connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées doit être, également, améliorée.

Une gouvernance complexe et peu lisible mais une simplification effective depuis 2021

La gouvernance du syndicat est restée très stable sur la période, son président est en fonction depuis plus de 16 années.

Le syndicat est actionnaire majoritaire de deux sociétés, la société d'économie mixte Pyrénées services publics et la société publique locale des eaux Barousse Comminges Save, auxquelles il a délégué l'exploitation de l'eau et de l'assainissement. Les relations entre le syndicat et ses deux satellites sont très imbriquées d'un point de vue fonctionnel et opérationnel et les trois entités sont présidées par la même personne. À compter de 2011, ce schéma d'organisation est devenu complexe et parfois peu lisible. Il n'était pas de nature à favoriser la transparence de la gestion.

Cependant, le processus d'absorption de la société d'économie mixte Pyrénées services publics dans la société publique locale des eaux Barousse Comminges Save, effectif depuis le 1^{er} octobre 2021, marque une évolution vers une plus grande rationalisation ainsi qu'une simplification de la gouvernance et de la gestion. Le syndicat dispose désormais d'un seul délégataire, la société publique locale des eaux Barousse Comminges Save, pour l'exploitation de l'eau et de l'assainissement. Cette mutation engage d'autant plus fortement l'ordonnateur à mieux contrôler l'entité délégataire.

Une situation financière qui s'est structurellement consolidée ; une stratégie d'investissement à renforcer dans le domaine de l'eau et à approuver en matière d'assainissement

La situation financière du SEBCS est devenue plus solide. En raison de l'augmentation de ses ressources d'exploitation, due à plusieurs hausses tarifaires, de la maîtrise de ses charges, notamment en matière de masse salariale et de la réduction de ses frais financiers, le syndicat parvient à dégager un autofinancement conséquent.

Compte tenu des enjeux liés au changement climatique, le syndicat pourrait mobiliser plus fortement ses capacités et marges financières pour mener une politique de renouvellement de ses réseaux plus dynamique et répondre ainsi aux enjeux qui s'attachent à la stratégie de préservation de l'eau. Il devrait, alors, ajuster sa trajectoire d'investissement en eau potable en conséquence et approuver dans les meilleurs délais le schéma directeur en matière d'assainissement prévu par la loi.

L'ensemble ces nouvelles orientations doit contribuer à améliorer les performances du SEBCS, mais aussi à mieux préserver la ressource en eau et des milieux, dans un contexte de réchauffement climatique.